

Demande de propositions

Le développement d'un programme de parentalité positive pour les familles et les enfants au Tchad

RFP US8217.05.2024

Titre	Le développement d'un programme de parentalité positive pour les familles et les enfants au Tchad
RFP nombre	US8217.05.2024
Location	N'Djamena, Chad et à distance
Niveau d'effort anticipé	57 jours
Période de performance prévue	30 Mai 30, 2024 to 15 Décembre, 2024
Personne à contacter	Anthony Russell (anthony.russell@crs.org)
Date limite pour les questions	20 Mai, 2024 [11:59 PM EST]
Date limite de soumission de la proposition complète	27 Mai, 2024 [11:59 PM EST]

I. Contexte et justification:

Au Tchad les enfants sont confrontés à de nombreux risques en matière de protection. Parmi ceux-ci, on trouve le manque d'accès à l'éducation, la pauvreté des ménages, l'absence d'infrastructures, les conflits armés, la discrimination basée sur le sexe et les déplacements de population. Ces facteurs accroissent les risques d'abus, de négligence et d'exploitation des enfants. Ils sont exposés aux dangers tels que l'exploitation sexuelle, les violences liées au genre, le travail forcé, les mariages précoces pour les jeunes filles et le recrutement par des forces armées ou des groupes armés.

En 2015, un projet a été initié par CRS pour obtenir le financement du Bureau d'Appui à la Consolidation de la Paix (PBSO) via l'UNICEF. C'est ainsi que le Projet de protection de l'enfant a été mis en œuvre en vue du renforcement du système communautaire de protection de l'enfant exécuté conjointement par le diocèse de Moundou à travers le centre diocésain de lutte contre le SIDA et l'Entente des Eglises et Missions Evangéliques au Tchad (EMET) à Kélo dans la Tandjilé de 2016-2018. Il a permis la mise en place de 12 CPE en tant que mécanismes communautaires dans les sous-préfectures, les Arrondissements et dans 5 paroisses afin de réduire l'impact du VIH/SIDA sur les Orphelins et les Enfants Vulnérables (OEV). En suite le projet s'est étendu dans le Hadjer Lamis, le Logone Occidental et le Lac. Cette phase a permis la structuration des réseaux communautaires de protection de l'enfant à travers la prévention, la résolution pacifique des conflits, la consolidation de la paix et de la cohabitation pacifique dans les provinces susmentionnées couvrant la période de 2018 au 30 septembre 2021.

En outre, CRS a conduit, en partenariat avec UNICEF, un projet de mise en place de mécanismes communautaires de protection de l'enfant à N'Djamena, à Moundou et au Lac. Pour capitaliser ces progrès réalisés avec le financement de l'UNICEF, CRS a lancé en 2023, un nouveau projet afin de poursuivre les progrès réalisés dans la protection communautaires des enfants au Tchad. L'accent de ce nouveau projet est mis sur l'appui au développement des documents normatifs et stratégiques pour la protection des enfants contre les violences, abus et exploitations au Tchad.

CRS a pour objectif principal de faire en sorte que les enfants du Tchad vivent dans des communautés sûres où leurs besoins fondamentaux sont satisfaits et où leur droit à la protection est respecté. CRS contribuera à cet objectif principal à travers un objectif stratégique que les acteurs de la protection de l'enfance fournissent des soins et un soutien approprié aux enfants victimes de violence, de maltraitance, de négligence ou d'exploitation.

CRS travaillera à la redynamisation des comités de protection de l'enfance existants ciblés à Moundou, Bol et N'Djamena par des formations en droits et normes de protection de l'enfance (CPE). CRS se concentrera sur le renforcement des capacités et l'accompagnement pour assurer la viabilité et l'efficacité à long terme de ces CPE. Cela s'établira par l'harmonisation des outils de sensibilisation pour la protection de l'enfance et d'autres outils d'orientation et de référencement de cas. Des formations seront données aux principaux acteurs de la protection qui, à leur tour, formeront les CPE sur les droits et la protection des enfants, en utilisant les outils harmonisés. A travers ce projet, les comités existants renforceront aussi l'utilisation des mécanismes d'orientation et des mécanismes de référencement des cas vers des services formels locaux pour venir en aide aux enfants victimes d'abus, d'exploitation ou de négligence.

Une partie essentielle du projet consistera à renforcer les capacités des parents afin qu'ils puissent offrir une parentalité positive et un soutien approprié au développement de leurs enfants. Le projet collaborera avec les parties prenantes clés et le Gouvernement du Tchad à identifier un curriculum de parentalité positive approprié au contexte du Tchad. Le projet travaillera avec le Ministère de la Femme et de la Petite Enfance pour le développement et la mise en place d'un Programme de Parentalité Positive (PPP) en adoptant le curriculum approprié et des manuels de formation et documents d'orientation communs.

II. Portée des travaux

Un consultant sera chargé de collaborer avec les parties prenantes clés du Gouvernement du Tchad pour mener un examen documentaire sur les ressources existantes en matière de parentalité positive, consulter les parties prenantes locales et développer un programme de parentalité positive qui réponde au mieux aux besoins des familles tchadiennes pour une meilleure prise en charge familiale des enfants. Pour ce faire, le consultant examinera les curriculums de parentalité utilisés dans des pays présentant des contextes socio-économiques et de protection de l'enfance similaires. Cette analyse comparative aidera à identifier une ou plusieurs programmes existante(s) qui peuvent être consultés dans le développement d'un programme adapté au contexte du Tchad. Le consultant travaillera avec le gouvernement et les parties prenantes :

- Le Ministère de la Femme et de la Petite Enfance (Direction de l'enfance et délégation provinciale)
- Ministère de la Justice (PF protection de l'Enfant) ;
- Ministère de l'Education (délégation de l'enseignement Secondaire) ;
- Ministère de la sécurité publique (Brigade pour Enfant) ;
- UNICEF ;
- UNHCR ;
- Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA);
- CARITAS N'Djaména ;
- SOS Village d'Enfants ;
- Cooperazione Internazionale (COOPI)
- Plan Internationale ;
- Union des Associations pour la Protection de l'Enfance au Tchad (UAPET);

- Association des Femmes Juristes du Tchad (AFJT)

Le consultant travaillera avec ces entités pour développer un programme qui convient le mieux au Tchad, basé sur l'évidence et l'expérience de parentalité positive dans les contextes similaires. Le consultant élaborera le curriculum et développera des matériels de formation en collaboration avec le Ministère de la Femme et de la Petite Enfance. Le consultant supervisera un pilotage du programme et la collecte des enseignements tirés. Après la phase pilote, le consultant finalisera le programme en utilisant les leçons apprises et apportera les modifications nécessaires. Le consultant accompagnera les parties prenantes clés tout au long d'un processus de validation du curriculum jusqu'à ce que la validation soit complète, conformément aux politiques et pratiques pertinentes en matière de protection de l'enfance au Tchad. Enfin, le consultant supervisera la formation des formateurs qui vont être déployés sur le terrain.

III. Livrables attendus soumis en français par le consultant :

1. Rapport initial comprenant une proposition de processus de développement et de revue participative avec les parties prenantes gouvernementales pertinentes au Tchad ;
2. Note conceptuelle sur les besoins de programme de parentalité positive au Tchad répondant aux questions principales :
 - Pourquoi un programme pour le Tchad ?
 - Quels problèmes résoudra-t-il ou contribuera-t-il à résoudre ?
 - Quels sont les besoins particuliers et spécifiques pour un programme de parentalité positive au Tchad ?
 - Quelle est la forme et la portée ? Qui sera impliqué ?
 - Revue d'analyse comparative des curriculums de parentalité utilisés dans des pays similaires en termes de contexte socio-économique et de protection de l'enfance.

Cette étape doit être réalisée en consultation avec les parties prenantes et mettre en place une petite équipe qui travaillera avec le consultant.
3. Proposition initiale de thématique pour le développement ou adaptation d'un programme de parentalité positive adaptée au contexte du Tchad, avec un rapport détaillé présentant les critères de sélection, les résultats de l'analyse comparative, et documentation d'un processus de revue et de sélection participatif par les parties prenantes concernées.
4. Draft Curriculum de parentalité positive adapté au contexte local, comprenant les modifications nécessaires identifiées en collaboration avec le Gouvernement, y inclus des matériels de formation et supports de formation.
5. Un plan pour une période de pilotage avec des questions d'apprentissage, et formation d'un petit groupe de formateurs pour l'implémentation de pilote.
6. Processus de révision basé sur les leçons apprises pendant la période de pilotage, y inclus la revue du curriculum documenté par les parties prenantes Gouvernementales jusqu'à la validation finale conformément aux politiques et pratiques de protection de l'enfance au Tchad.
7. Version finale du curriculum de parentalité positive, les matériaux de formation et les supports de formation finalisés, prêts à être utilisés lors du déploiement du programme.
8. Processus de vulgarisation du programme de parentalité positive adopté par le Gouvernement et ses partenaires sur toute l'étendue du territoire et en particulier dans les zones d'intervention du projet (Moundou et Bol)

IV. Qualifications de base :

1. Le consultant sera titulaire d'une maîtrise en travail social, en santé publique, en psychologie ou dans un domaine connexe.
2. Le consultant doit avoir au moins sept années d'expérience dans le domaine du développement de la petite enfance et/ou de la protection de l'enfance.
3. Le consultant doit avoir une expérience démontrée dans l'élaboration de programmes de parentalité positive, y compris l'élaboration de programmes de formation, d'outils et de supports de formation destinés aux participants peu alphabétisés.
4. Une expérience antérieure au Tchad auprès du Ministère de la Femme et de la Petite Enfance sera un avantage.
5. Le consultant doit parler couramment le français, écrit et parlé. Une maîtrise de base de l'anglais est également requise.
6. Le consultant doit démontrer de solides compétences rédactionnelles en français, être fortement axé sur le client et posséder d'excellentes compétences en communication et en coordination de projet.
7. Le consultant doit avoir un haut niveau de professionnalisme démontré et une capacité à travailler de manière indépendante et dans des situations sous haute pression dans des délais serrés.
8. Capacité à communiquer clairement et efficacement avec ses homologues gouvernementaux.

V. Questions de clarifications et des réponses :

Les soumissionnaires potentiels peuvent soumettre toute question de clarification à anthony.russell@crs.org, par le 20 mai 2024 [11:59 PM EST]. Les réponses seront fournies à tous les soumissionnaires potentiels connus d'ici le 22 mai 2024. Le titre de demande de propositions "US8127.05.2024 Le développement d'un programme de parentalité positive pour les familles et les enfants au Tchad" doit être inclus dans la ligne de sujet de l'e-mail.

VI. Date limite pour la soumissions des propositions :

Toutes les propositions doivent être envoyées à anthony.russell@crs.org au plus tard le 27 mai 2024 [11:59 PM EST pour la soumission électronique]. Le titre de demande de propositions "US8127.05.2024 Le développement d'un programme de parentalité positive pour les familles et les enfants au Tchad" doit être inclus dans la ligne de sujet de l'e-mail.

VII. Exigences de soumission :

Les parties intéressées doivent soumettre les documents suivants pour être prises en considération pour cette consultation :

- a. Curriculum Vitae (CV) : Un CV détaillé mettant en avant l'éducation pertinente, l'expérience professionnelle et l'expertise en protection de l'enfance, développement de curriculum et engagement des parties prenantes, une expérience dans le développement ou le pilotage des programmes de parentalité positive est un atout
- b. Lettre de motivation : Une lettre de motivation exprimant l'intérêt pour la consultation et décrivant la motivation, les qualifications et l'expérience pertinente du candidat par rapport à la portée du travail.

- c. Proposition : Une proposition de processus et de méthodologie pour la conduite du processus participatif d'élaboration du curriculum avec les parties prenantes gouvernementales pertinentes du Tchad. (Le document ne peut pas dépasser 3 pages à interligne simple.)
- d. Remplir la pièce jointe séparée, Annexe A, Terms and Conditions. Voir l'Annexe I
- e. Remplir la pièce jointe séparée, l'annexe B, qui est également le tableau trouvé dans la section VIII Activités spécifiques, calendrier et niveau d'effort.
- f. Taux de rémunération par jour, niveau d'effort (c'est-à-dire nombre de jours facturables) et coût total.
- g. Coordonnées de quatre références professionnelles, avec les détails suivants sur les références : (a) nom, (b) poste, (c) entreprise, (d) numéro de téléphone, (e) adresse e-mail et (f) ville, état, pays.
- h. Divulgateion de la relation
 - o Décrivez toute relation actuelle ou passée que vous ou votre organisation pourriez entretenir avec CRS.
 - o Décrivez toute relation personnelle ou familiale qu'un employé du consultant entretient avec un employé de CRS.

VIII. Calendrier, activités, tâches et résultats attendus :

Le consultant travaillera avec le siège de CRS et le personnel du programme national du 23/05/2024 au 30/11/2024. Voir le tableau 1 pour plus d'information. Le tableau fournit un aperçu détaillé des tâches et des produits à livrer dans le cadre de cette consultance. Il est prévu que ce travail soit prévu à distance et sur le terrain.

Numéro d'activité	Activités/Tâches	Livraisons attendues	Dates de Performance [Remarque au soumissionnaire : S'il vous plait entrer le date proposée ou plage de dates pour chaque tâche basée sur ce total période de performance.]	Nombre de jours facturables prévu [Remarque au soumissionnaire : Veuillez saisir le nombre de jours facturables proposé pour chaque activité. Si, selon votre évaluation, le nombre total de jours facturables nécessaire est inférieur ou supérieur à 57 jours, veuillez l'expliquer dans votre proposition.]
1	Réunion de démarrage et rapport initiale			
	Réunion de démarrage : L'équipe de consultants	Méthodologie et approche		

	partagera la méthodologie et l'approche, y compris des ressources d'exemple pour l'examen documentaire, des programmes de parentalité utilisés dans des pays similaires en termes de contexte socio-économique et de protection de l'enfance, ainsi que les critères et le processus de sélection du meilleur(s) programme(s) existant(s) pour adaptation et adoption au contexte du Tchad	finales convenues par toutes les parties		
2	Note conceptuelle sur les besoins de programme de parentalité positive au Tchad			
	Présentation et analyse des différents programmes existants de parentalité positive utilisés dans des contextes similaires, en mettant en évidence leurs points forts, leurs faiblesses et leur applicabilité potentielle au contexte du Tchad.			
	Facilitation de discussions ouvertes pour recueillir les opinions, les préoccupations et les recommandations des parties prenantes concernant les besoins pour un programme de parentalité positive au Tchad : Pourquoi un programme pour le Tchad ? Quels problèmes résoudra-t-il ou			

	<p>contribuera-t-il à résoudre ?</p> <p>Quels sont les besoins particuliers et spécifiques pour un programme de parentalité positive au Tchad ?</p> <p>Quelle est la forme et la portée ? Qui sera impliqué ?</p>			
	<p>Rédaction de note conceptuelle sur les besoins de programme de parentalité positive au Tchad répondant aux questions principales :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pourquoi un programme pour le Tchad ? • Quels problèmes résoudra-t-il ou contribuera-t-il à résoudre ? • Quels sont les besoins particulières et spécifiques pour une programme de parentalité positive au Tchad ? • Quelle est la forme et la portée ? Qui sera impliqué ? • Revue d'analyse comparative des curriculums de parentalité utilisés dans des pays similaires en termes de contexte socio-économique et de protection de l'enfance. 	<p>Note conceptuelle</p>		
3	<p>Proposition initiale de thématique pour le développement ou adaptation d'un programme de parentalité positive approprié au contexte du Tchad</p>			

	Proposition initiale de thématique pour le développement ou adaptation d'un programme de parentalité positive approprié au contexte du Tchad, avec un rapport détaillé présentant les critères de sélection, les résultats de l'analyse comparative, et documentation d'un processus de revue et de sélection participatif par les parties prenantes concernées.	Rapport détaillé présentant les critères de sélection, les résultats de l'analyse comparative, et documentation d'un processus de revue et de sélection participatif par les parties prenantes concernées		
4	Draft Curriculum de Parentalité Positive Adapté au contexte du Tchad			
	Draft Curriculum de parentalité positive adapté au contexte local, comprenant les modifications nécessaires identifiées en collaboration avec le gouvernement, y inclus des matériels de formation et support de formation.	<ul style="list-style-type: none"> • Draft Curriculum de parentalité positive • Drafts matérielles de formation et • Draft supports de formation. 		
5	Un plan pour une période de pilotage avec des questions d'apprentissage, et formation d'un petit groupe de formateurs pour l'implémentation de pilote.			
	Un plan pour une période de pilotage avec des questions d'apprentissage	Plan pour une période de pilotage		
	Formation d'un petit groupe de formateurs	Formation complété		

	pour l'implémentation de période pilote			
6	Processus de révision basé sur les leçons apprises pendant la période de pilotage, y compris la revue du curriculum documenté par les parties prenantes Gouvernementales jusqu'à la validation finale conformément aux politiques et pratiques de protection de l'enfance au Tchad.			
	Apporter les changements nécessaires au curriculum basé sur les leçons apprises dans la phase pilote. Présenter le curriculum révisé aux parties prenantes pour examen et commentaires. Recueillir les retours des parties prenantes et effectuer les ajustements nécessaires en fonction des commentaires reçus. Répéter le processus de validation jusqu'à ce que le curriculum soit approuvé de manière définitive par toutes les parties prenantes. Finaliser la documentation du processus de validation, en incluant tous les ajustements apportés jusqu'à la validation finale.	Documentation du processus de validation du curriculum, et révisions requis.		
7	Version finale du curriculum de parentalité positive, les matériaux de formation, et les supports de formation finalisés			
	Effectuer les ajustements nécessaires en fonction des commentaires reçus	<ul style="list-style-type: none"> • Version finale du Curriculum de parentalité positive • Version finale des matérielles de 		

		formation et <ul style="list-style-type: none"> • Version finale des supports de formation. 		
8	Processus de vulgarisation du programme de parentalité positive adopté par le Gouvernement et ses partenaires sur toute l'étendue du territoire et en particulier dans les zones d'intervention du projet (Moundou et Bol)			
	Organiser une formation des formateurs (TOT) sur le curriculum de parentalité positive (différents niveaux : provinces)	Rapport de la formation de 30 TOT Remise des attestations de Formation des TOT		
	Mentoring Mensuel et Suivi formatif des Formateurs Formés/animateurs (piloter à N'Djamena)	Mission de suivi des formations de TOT sur le terrain Rapport du monitoring de formation organisée par les formateurs sur le terrain		
	TOTALE		57	

Attachment I: STANDARD TERMS AND CONDITIONS

CATHOLIC RELIEF SERVICES - UNITED STATES CONFERENCE OF CATHOLIC BISHOPS

CONSULTING AGREEMENT

PO# ___/ CPA# _____

This CONSULTING AGREEMENT (the "Agreement") is entered into as of _____, 20____, between **CATHOLIC RELIEF SERVICES - UNITED STATES CONFERENCE OF CATHOLIC BISHOPS** ("CRS") and _____ ("Consultant"). In consideration of the mutual covenants and promises set forth below, CRS and Consultant agree as follows:

Article I DUTIES AND TERMS

1. **Scope of Services.** CRS hereby engages Consultant to perform consulting services, as set forth in the attached Scope of Work (the "Services"), on the terms and conditions described in this Agreement. Consultant hereby accepts the engagement as a consultant to CRS and agrees to provide the consulting services set forth in the Scope of Work on the terms and conditions described in this Agreement.
2. **Independent Contractor.** Consultant shall provide services under this Agreement as an independent contractor, and not as an employee or agent of CRS or any subsidiary or affiliate of CRS (collectively, a "CRS Entity"). Nothing in this Agreement shall at any time be construed so as to create the relationship of employer and employee, partnership, principal and agent, or joint venture between Consultant and any CRS Entity.
3. **Term of the Agreement.** The term of this Agreement (the "Consulting Period") shall be determined by the Start and End dates indicated in the Project Information section of the Consultant Information Sheet, which is attached hereto and incorporated to this Agreement by reference. The Agreement may be terminated before the end of the Consulting Period only in the circumstances described in Article IV. In the event that CRS and the Consultant wish to extend this agreement beyond the expiration date, the parties will mutually agree in writing to the extension prior to the End date. Absent such written agreement, the Agreement will automatically expire on the End date.
4. **Time and Attention.** Consultant shall devote such time and attention to Consultant's duties under this Agreement as may be necessary to discharge the duties properly, and Consultant shall exert Consultant's best efforts in the performance of the duties. Consultant shall not be subject to a fixed work schedule, but shall be available, consistent with Consultant's personal needs and other commitments, to provide the services set forth in the Scope of Work during the Consulting Period. Notwithstanding this section, with regard to any

and all dates and time periods set forth or referred to in this Agreement, the attached Scope of Work and the attached Consultant Information Sheet, time is of the essence.

5. Business Activities. Consultant's services under this Agreement shall not cause Consultant to be directly involved in the business operations of CRS. Consultant shall have no responsibility for the day-to-day management of any CRS Entity, nor shall Consultant supervise, or be supervised by, personnel of any CRS Entity. Consultant shall have no authority to execute any document or enter into any contract on behalf of a CRS Entity, or to bind a CRS Entity in any relationship with a third party.

6. Non-exclusive Agreement. CRS acknowledges and agrees that during the Consulting Period, Consultant is free to engage in other business activities or to provide consulting services to other parties without the approval or consent of any CRS Entity.

7. Reports and Data. All reports and data prepared by Consultant in connection with the services performed under this Agreement shall be the property of CRS and shall not be used by Consultant in connection with any other activity.

Article II COMPENSATION AND EXPENSES

1. Compensation. As compensation for Consultant's services under this agreement, CRS shall pay Consultant in the amount, by the method, and in accordance with the payment period/frequency schedule stipulated on the Consultant Information Sheet, which is attached hereto and incorporated in this Agreement by reference. Consultant shall receive no other compensation for providing services under this Agreement. On an agreed upon basis, the Consultant shall submit to the CRS Contact Person an itemized invoice, preferably by email, for the Services, and/or any additional Services, based on the payment terms as set forth in the Consultant Information Sheet and any authorized expenses incurred. For any US bank used for payment, the Consultant can be paid by check or direct deposit and for banks outside of the US, the Consultant will be paid by wire transfer.

2. Equipment and Work Space. Consultant shall provide basic office equipment (including computer, fax machine, and/or copier) and work space at Consultant's expense as necessary to provide services under this Agreement. If it is necessary for Consultant to perform consulting services under this Agreement at CRS's place of business or using CRS's specialized equipment, CRS may provide temporary work space or may make available specialized equipment to Consultant to the extent CRS deems necessary.

3. Business Expense. Consultant may hire at Consultant's own expense, without prior approval of any CRS Entity, any assistants or other personnel necessary to enable Consultant to provide services under this Agreement. Consultant shall be responsible for any

such business expense incurred by Consultant in connection with the performance of services under this Agreement. CRS shall not reimburse Consultant for any such business expense.

4. Other Expenses. CRS shall reimburse Consultant for reasonable expenses incurred in connection with the performance of the Services solely to the extent identified on the Consultant Information Sheet. Invoices for such reimbursable expenses shall be submitted to the CRS Contact Person identified on the Consultant Information Sheet for approval, together with all supporting documentation reasonably required by CRS, and CRS shall pay such invoices within thirty (30) days following such approval. Consultant shall maintain books and records supporting all reimbursable expenses incurred in connection with performance of the Services for the duration of this Agreement, and for a period of four (4) years thereafter. CRS shall have access during Consultant's regular business hours to such books and records of Consultant as required to verify any and all reimbursable costs.

5. Travel Arrangements and Expenses. In order to contain costs and to benefit from economies available to humanitarian organizations, CRS will arrange for and provide to the Consultant the travel reasonably required to perform the Services under this Agreement. Upon CRS' prior written approval, the Consultant may arrange for actual, reasonable, out-of-pocket expenses for such travel reasonably required to perform the Services under this Agreement and submit such expenses to CRS for reimbursement in accordance with the payment structure described above in Article II (4). Consultant shall be bound by CRS requirements and policies, provided, in writing, by the CRS Contact Person to the Consultant.

6. Severance and Benefits. During the Consulting Period, Consultant shall not be eligible to participate in, or to earn any benefit under, any employee benefit plan, fringe benefit program, bonus or incentive program, or other compensation arrangement of a CRS Entity (including, but not limited to, any comprehensive medical insurance, workers' compensation, disability insurance, accidental death or dismemberment insurance, life insurance, or any defined benefit plan or defined contribution plan sponsored by any CRS Entity). The preceding sentence shall apply throughout the Consulting Period even if Consultant is later reclassified as a common law employee for part or all of the Consulting Period. Consultant shall have no right to, and agrees not to, make any claim against CRS under any workers' compensation or unemployment compensation statute. Nothing in this Agreement, nor any payments made to Consultant under this Agreement, shall be construed to reduce any severance payment or other benefit to which Consultant is or may become entitled as a result of Consultant's employment by a CRS Entity before or after the Consulting Period. To the extent that Consultant is entitled to receive benefits under any compensation arrangement of a CRS Entity upon Consultant's termination of service, Consultant acknowledges that the terms of the compensation arrangement and applicable law will determine whether the distribution of the benefit will be postponed while the Consultant provides services under this Agreement. For the avoidance of doubt, CRS will not pay for nor reimburse Consultant for medical insurance or medical evacuation insurance.

Article III COVENANTS

1. Personal Contract. Subject to Article II, Section 3, Consultant acknowledges that CRS has contracted for Consultant's services in recognition of Consultant's knowledge and prior experience. Consultant agrees that this Agreement is personal in nature and Consultant shall not subcontract or assign any duties under this Agreement without CRS's prior written consent.

2. Confidential Information. Consultant acknowledges that during the Consulting Period, Consultant has been or will be entrusted with certain business, financial, technical, personnel, or other proprietary information and materials that are the property of CRS ("Confidential Information"). Consultant agrees that during and after the Consulting Period, Consultant will not directly or indirectly communicate, disclose, or use (except for the purposes of performing services under this Agreement) any Confidential Information. Consultant agrees that, at the expiration of the Consulting Period, or at any earlier termination of this Agreement, Consultant will promptly return to the CRS Contact Person identified on the Scope of Work all Confidential Information in Consultant's possession, and Consultant will not keep or retain copies of such Confidential Information in any form whatsoever.

3. Work Product. Consultant agrees that all work performed by Consultant during the Consulting Period for any CRS Entity is a "work for hire" as defined under United States copyright law, and that all such work and any intellectual property rights contained therein, including (but not limited to) data, creative works, trademarks, patents, proprietary processes, and copyrights, ("Work Product") is the property of CRS. All inventions and devices designed, created, developed, and/or built by Consultant, either alone or with others, in connection with providing the Services listed in the Scope of Work, shall be the property of CRS and Consultant shall execute such documents and assignments as may be necessary to vest the copyrights or patent rights therein in CRS. Consultant agrees that, upon request of CRS, at the expiration of the Consulting Period, or at any earlier termination of this Agreement, Consultant will promptly return to the CRS Contact Person identified on the Scope of Work all Work Product in Consultant's possession.

4. Consultant Warranties; Conflict of Interest. Consultant represents and warrants to CRS as follows: (a) Consultant has the expertise, experience and knowledge to perform and deliver the Services; (b) Consultant will use reasonable commercial efforts to perform and deliver the Services in a diligent and timely manner; (c) Consultant is not a party to any agreement which prohibits, and is not otherwise prohibited from, performing and delivering the Services; (d) any work product prepared by Consultant as a consequence of the Services will not misappropriate or infringe the intellectual property rights of third parties; (e) Consultant will perform and deliver the Services in accordance with the Scope of Work; (f) Consultant will comply with the U.S. Foreign Corrupt Practices Act (the "FCPA") and its prohibitions regarding payment to foreign officials; and (g) Consultant will perform and deliver the Services in accordance with all applicable laws, ordinances, requirements, directions, rules, statutes,

regulations or lawful orders of any governmental authority or agency, including but not limited to the provisions of the FCPA.

Consultant represents and warrants that at the time of entering this Agreement, Consultant is not engaged, by contract or otherwise, in consulting or providing any services in any manner or capacity to a direct or indirect competitor of CRS that has not been previously disclosed to CRS during the negotiation of Consultant's engagement by CRS and this Agreement. A direct or indirect competitor of CRS for purposes of this Agreement is defined as any individual, partnership, corporation, and/or other business entity that engages in international relief and development. Furthermore, Consultant covenants and agrees not to consult or provide any services in any manner or capacity to a direct or indirect competitor of CRS during the duration of this Agreement unless express written authorization to do so is given by CRS. Consultant further acknowledges that even if such authorization is granted by CRS, the provisions of Article III, Section 2 (Confidential Information) are fully applicable.

5. Employment and Income Taxes. Consultant acknowledges and agrees that Consultant shall be solely responsible for the full amount of any federal, state, local, or foreign income, employment, or self-employment tax (including, but not limited to, any FICA, FUTA, SECA, and Medicare tax) associated with any payments Consultant earns or receives under this Agreement, and for any interest, penalty, or other addition that arises in connection with such tax. CRS shall not be responsible for withholding, depositing, or paying any amount of tax due to any government agency in connection with any payments Consultant earns or receives under this Agreement. CRS acknowledges and agrees that CRS shall not treat Consultant as an employee for federal, state, or local income or employment tax purposes with respect to the consulting services rendered under this Agreement unless CRS is directed in writing to do so by the relevant taxing authority.

6. Compliance with Applicable Laws. Consultant shall comply with all applicable laws and regulations in connection with Consultant's performance of this Agreement. Consultant shall indemnify and defend CRS from any and all suits, claims, or losses that CRS might suffer, pay, or incur as a result of Consultant's failure to comply with applicable laws or regulations.

7. Compliance with Policy on Safeguarding. Consultant acknowledges, understands, and agrees to comply with the CRS Policy on Safeguarding attached hereto as Appendix A.

8. Code of Conduct and Ethics. CRS encourages Consultant to have or develop a Code of Conduct and Ethics substantially similar to the CRS Code of Conduct and Ethics attached hereto as Appendix B and receive training on the same. In the absence of such a policy and training, Consultant is encouraged to voluntarily adopt and train its staff on this CRS policy.

Article IV
PERFORMANCE AND TERMINATION

1. Disputed Work. CRS may, upon notice to the Consultant, withhold payments for received work which is not performed in compliance with this Agreement and/or reasonably question any item(s) reflected on the Consultant's invoice ("the Disputed Work"). Pending the settlement or resolution of the Disputed Work, the non-payment of these items shall not constitute a default of this Agreement. In accordance with the schedule stipulated on the Consultant Information Sheet, CRS shall pay all amounts due that are not in dispute. In the event CRS withholds any payments from the Consultant due to the Disputed Work, CRS shall concurrently provide the Consultant with a detailed written notice setting forth the reason(s) for such non-acceptance, and the Consultant shall have a reasonable opportunity to correct such work. Upon such correction, the withheld amounts will be promptly paid.

2. Termination by Consultant. Consultant may terminate this Agreement if CRS fails to pay the Consultant in accordance with the terms of this Agreement.

3. Termination by CRS. CRS may terminate this Agreement in whole or in part without penalty: (a) if the Consultant fails to comply with or breaches any of the material terms or conditions of this Agreement; (b) if the Consultant is unable or fails to carry out its obligations under this Agreement in a satisfactory or timely manner; (c) immediately, if the Consultant fails to comply with the CRS Policy on Safeguarding; or (d) at its convenience and without fault of the Consultant upon fifteen (15) calendar days' written notice.

4. CRS may terminate this Agreement pursuant to (3)(a) or (3)(b) of this section upon fifteen (15) calendar days' written notice to the Consultant. This notice shall (i) describe the breach and (ii) state CRS's intention to terminate this Agreement.

Article V
FORCE MAJEURE

1. Neither Party shall be liable for its failure to perform under this Agreement (a) to the extent the non-performance is caused by events or conditions beyond that Party's control, and (b) provided that Party gives prompt notice to the other Party and makes all reasonable efforts to perform.

Article VI
INDEMNIFICATION AND LIMITATION OF LIABILITY

1. Consultant shall and does hereby indemnify, defend and hold harmless CRS, its affiliated entities, successors and assignees and their respective officers, directors, managers

and employees from and against any and all claims for damages for personal injury or property damage, or any other claims, demands, losses, costs, expenses, obligations, liabilities, damages, recoveries, and deficiencies, including interest, penalties, and reasonable attorney fees and costs, that CRS may incur or suffer and that result from Consultant's performance of Services, or are related to any breach or failure of Consultant to perform any of the representations, warranties and agreements contained in this Agreement.

Article VII NOTICES

1. All other general correspondence required or permitted under this Agreement shall be in writing and shall be deemed validly given when delivered by a method reasonably calculated to effect delivery under the circumstances, preferably by email. Whether that be by hand, by recognized professional courier service, by recognized overnight express delivery service, by First Class mail, certified, return receipt requested, or by email, written confirmation requested, addressed as follows:

If to Consultant: To the Consultant's electronic or physical mailing address or addresses as indicated on the Consultant Information Sheet.

If to CRS: To the electronic address of the CRS Contact Person as indicated on the Consultant Information Sheet and to GSCMconsultancies@crs.org Either party may change the email address to which notices are to be sent by giving written email notice of such change of address to the other. Any termination notice must be communicated by email.

Article VIII ENTIRE AGREEMENT

1. This agreement embodies the entire understanding between the parties with respect to the subject matter of the Agreement. No change, alteration, or modification of this Agreement may be made except in writing signed by both Consultant and CRS.

Article IX MISCELLANEOUS

1. **Severability.** If any provision of this Agreement is held by a court of competent jurisdiction to be invalid, void or unenforceable, the remaining provisions shall continue in full force and effect.

2. **Survival.** The expiration or termination of this Agreement for any reason shall not terminate the obligations or liabilities of the parties under Article I §7, Article II §6, Article III

§2, Article III §3, Article III §6, Article VI, and the applicable portions under this Article IX §2, each of which shall survive any such expiration or termination.

Article X APPLICABLE LAW

1. This agreement shall be governed by the laws of the state of Maryland.
IN WITNESS WHEREOF, the parties to this Agreement have duly executed and delivered this Agreement as of the day and year first above written.

Catholic Relief Services:

By: _____
(Authorized HQ Global Supply Chain Management Unit Signature)

Date: _____

Printed Name: _____

Title: _____
HQ Department of Global Supply Chain Management Unit

Consultant:

By: _____
(Consultant's Signature)

Date: _____

Printed Name: _____